

## **Le nucléaire militaire entre ordre et conflit international**

### **Ou pourquoi la décision de laisser un Etat se doter de l'arme nucléaire demeure politique**

(résumé de la conférence du 23 octobre 2007 à l'Ecole Militaire)

Les rumeurs de frappe sur les sites nucléaires iraniens réhabilitent ou en tous cas renforcent quatre arguments dans le débat public. Je vous proposerai donc une radiographie rapide des arguments invoqués eu égard à une opération préventive (américaine, israélienne ou internationale) sur les sites nucléaires iraniens, avant de montrer qu'ils présentent la décision à prendre face à la perspective d'un Iran nucléaire comme autant d'évidences contradictoires les unes avec les autres et gomment le tragique propre à la décision politique. Ensuite, je vais tenter d'établir la fragilité de ces arguments afin de récuser l'illusion de l'évidence dont ils se veulent porteurs et de montrer que le décideur n'échappe pas au tragique de la décision politique, avec à l'appui deux scénarii d'évolution de la crise.

Ces quatre arguments sont les suivants.

D'abord, le nucléaire militaire serait facteur d'ordre du fait de l'équilibre de la terreur, c'est-à-dire de l'efficacité des équilibres dissuasifs. C'est ce qu'avancent les partisans de l'inéluctable bombe iranienne sans que cela ne les inquiète davantage que la situation actuelle. Le duopole nucléaire avec Israël dans la région pourrait même consolider l'équilibre. Un deuxième argument récurrent veut que la décision de frapper ou pas doive être repoussée, dans l'attente d'une certitude scientifique seule capable d'établir l'imminence de la menace et de fonder le droit à la frappe. L'AIEA ou les services de renseignement sont supposés fournir cette certitude. La nécessité de l'attentisme se déduit d'une telle prémisse. Un troisième discours suggère que les Iraniens, en particulier leur président actuel du fait de ses menaces répétées à l'endroit de l'Etat d'Israël, sont irresponsables en ce qui concerne l'emploi du nucléaire et vont en faire usage si on les laisse se doter de cette arme.<sup>1</sup> La conséquence en est naturellement l'impératif d'une frappe préventive. Symétriquement, ceux pour qui « la guerre

est le pire des maux » usent de toutes sortes de justifications pour récuser les projets d'opérations préventives.

Ces arguments ne sont pas de même niveau mais ils ont un point commun : ils tendent à gommer le caractère proprement politique de la décision à prendre eu égard à l'Iran. En d'autres termes, ils effacent deux dimensions fondamentales de la décision politique : le conflit des valeurs à laquelle elle expose le décideur, ou la « guerre des Dieux » pour reprendre le terme de Max Weber, et l'incertitude irréductible dans laquelle elle doit se prendre. Les deux dimensions disparaissent par l'invocation d'une vérité – une loi prétendue de l'ordre nucléaire ou la certitude qu'une vérité scientifique peut être établie et doit être attendue pour prendre la décision – ou de l'éthique de la conviction – elle mobilise des figures du mal, qu'il s'agisse de la frappe nucléaire iranienne supposée ou de la guerre. Les tenants de ces arguments donnent à la décision un caractère d'évidence non problématique. C'est ce que j'essaierai de montrer dans la première partie de mon exposé sans ignorer que la rhétorique politique impose d'euphémiser les difficultés de la décision.

Ensuite, dans une seconde partie, je m'efforcerai d'établir la fragilité de ces quatre axiomes qui entendent fonder l'évidence d'une décision.

A la prétendue loi du nucléaire militaire comme facteur d'ordre, on peut adresser quatre objections.<sup>2</sup> Tout d'abord, le caractère technologique du nucléaire militaire appelle la perturbation de l'ordre par la prolifération, verticale et horizontale qui, si elle n'est pas inévitable ou automatique dès que les moyens technologiques sont à disposition, demeure une probabilité menaçante à prendre en compte malgré les objections de Kenneth Waltz ou d'autres. En effet, la prolifération horizontale modifie en profondeur les équilibres stratégiques régionaux et la prolifération verticale pourrait doter un pays d'une capacité de première frappe qui suffirait à mettre à bas les équilibres dissuasifs ; il suffirait pour cela que l'étanchéité du bouclier anti-missile américain soit crédible à défaut d'être effective. On peut également objecter que le flou qui doit entourer la notion d'intérêts vitaux afin que la dissuasion puisse pleinement opérer fragilise considérablement l'idée de « dissuasion étendue » qui est la base de l'idée d'équilibre dissuasif à grande échelle. En outre, la dissuasion se pense au cas par cas, pas de manière automatique, et le fait que l'Iran ne reconnaisse pas l'existence d'Israël n'est pas sans poser de problème pour un dialogue dissuasif entre les deux Etats. Enfin, la réinterprétation récente de l'issue heureuse de la crise de Cuba suggère qu'elle n'est pas due à l'équilibre de la dissuasion.

En ce qui concerne l'attente de la vérité, l'épistémologie du renseignement établit que la certitude ne lui est pas accessible. D'ailleurs, l'AIEA a d'ores et déjà commis des erreurs ou découvert des programmes trop tard, comme ce fut le cas pour le programme nucléaire clandestin en Irak en 1991. La certitude sur les actions d'autrui et leurs effets ne peut s'établir qu'*a posteriori*. Celui qui l'attend pour décider se condamne à subir le diktat de l'histoire. Au contraire, saisir le moment où l'incertitude est acceptable est le propre du politique.<sup>3</sup>

Enfin, la diabolisation et le pacifisme moral s'exposent à des critiques bien connues et se renvoient dos à dos. La première attitude conduit à des guerres et des morts inutiles, ou simplement à l'emploi de moyens disproportionnés, comme ce fut le cas dans la guerre du Liban à l'été 2006 ; si l'on choisit d'entrer en guerre, la disqualification morale de l'adversaire aboutit à une montée de l'hostilité qui pourrait alors renverser au nom d'un impératif moral les limites que lui pose le droit de (et dans) la guerre. Le pacifisme moral, son jumeau qui sert de repoussoir à l'attitude précédente, conduit à Munich.

Au vu de la fragilité des différents arguments ci-dessus, il me paraît particulièrement irresponsable de présenter l'une ou l'autre décision, ou le report de la décision en attente de vérité, comme une évidence que l'on pourrait en déduire. L'existence même d'évidences concurrentes atteste de la fragilité de cette démarche.

En conclusion, je proposerai deux scénarii qui supposent que l'Iran veut la bombe et que les Etats-Unis, Israël ou d'autres acteurs, persuadés de cela, sont pour l'instant convaincus qu'il va falloir frapper. Face à cette décision, le décideur qui engage sa communauté politique n'échappera pas au tragique qui est le propre de la décision politique, en dépit des efforts que nous employons pour nous y soustraire et que j'ai essayé de vous exposer. Dans la perspective d'opérations préventives contre l'Iran, le citoyen et le décideur européens peuvent soit ne rien faire soit s'employer à les dissuader, soit à les conforter.

Si l'on arrive à convaincre ceux qui le souhaitent de ne pas frapper et que l'Iran franchit le seuil nucléaire, de sévères conséquences sont à prévoir, dont une probable course aux armements dans la région et une vague de prolifération nucléaire en Arabie Saoudite et en Egypte. S'il nucléarise alors qu'il est encore membre du traité de non-prolifération, ce précédent est susceptible d'achever le régime international de non-prolifération nucléaire déjà profondément fragilisé. On peut au moins reconnaître que ce serait là priver le monde d'un des instruments de régulation de l'incertitude la plus risquée qui soit, même si l'instrument est très imparfait.



Si les opérations militaires ne sont pas empêchées, des conséquences encore plus graves sont également très probables : une radicalisation du soutien de l'opinion publique iranienne, y compris de la diaspora, jusqu'à présent en faveur du nucléaire mais qui pourrait explicitement réclamer la bombe, une nucléarisation seulement retardée, une implication croissante des Iraniens dans le sens d'une aggravation de la situation en Irak, conformément aux menaces d'Ali Khamenei en février 2007, un renforcement du pouvoir en place qui a procédé à une militarisation du régime et à une forte restriction de la liberté de parole et de la presse, alors que sa coalition vient de perdre les élections de septembre pour le conseil des experts et qu'il est critiqué à l'intérieur, une hausse du prix du pétrole qui conduirait à réaffirmer la Russie et le Venezuela comme fournisseurs alors même que les Etats-Unis entendent les isoler, la possibilité pour les Etats du golfe d'abandonner le dollar comme monnaie d'investissement. A cela s'ajoute la banalisation du paradigme de la guerre préventive et l'affaiblissement du rôle du Conseil de Sécurité qui suivraient une telle décision.

C'est de courage politique – qui implique de saisir le tragique de la situation – dont nous avons besoin dans la crise iranienne plus que d'évidences ou de réflexes, qu'ils soient belliqueux, pacifistes ou scientistes.



---

<sup>1</sup> Il s'agit ici de faire exploser une bombe nucléaire, ce qui ne doit pas faire oublier que la dissuasion constitue précisément un usage politique et stratégique de l'arme nucléaire parmi d'autres.

<sup>2</sup> Je ne mentionne pas l'objection au moins partielle que constitue la thèse d'un « tabou de l'emploi de l'arme nucléaire » comme explication alternative à celle de l'efficacité des équilibres dissuasifs.

<sup>3</sup> Sur la nécessité de l'action en situation d'incertitude dans la perspective de la catastrophe, voir Benoît Pélopidas, « de l'incertitude à l'action », *Esprit*, mars-avril 2008, pp.158-172.